

L'emploi et l'activité progressent, portés par le tertiaire marchand

Insee Conjoncture Pays de la Loire • n° 37 • Janvier 2022

Au 3^e trimestre 2021, l'emploi salarié progresse à nouveau dans les Pays de la Loire (+ 0,4 %), porté par le tertiaire marchand (y compris l'intérim). Tous les secteurs créent de l'emploi, sauf le tertiaire non marchand. L'emploi salarié dépasse ainsi de 1,7 % son niveau du 3^e trimestre 2019. Le taux de chômage est stable, à 6,7 % et reste inférieur au niveau français (8,1 %). L'activité économique reste supérieure à son niveau d'avant-crise depuis juin. Les transactions bancaires se maintiennent à un niveau nettement supérieur à celui de 2019. Dans la construction, les mises en chantier de logements progressent à nouveau. La fréquentation hôtelière est proche de son niveau d'avant-crise alors qu'elle reste nettement inférieure en France. Les créations d'entreprises diminuent tandis que les défaillances repartent à la baisse.

L'emploi poursuit sa progression au 3^e trimestre

Au 3^e trimestre 2021, dans les Pays de la Loire, l'emploi salarié progresse à nouveau (+ 0,4 %) après + 0,9 % au 2^e trimestre 2021. La région compte ainsi 1,49 million d'emplois salariés, soit une création nette de 6 450 emplois. En France, la hausse est équivalente (+ 0,4 %). Au total, l'emploi salarié se situe au 3^e trimestre 2021 à 1,7 % au-dessus de son niveau du 3^e trimestre 2019, considéré dans cette note comme le niveau d'avant-crise (contre + 1,3 % au niveau national).

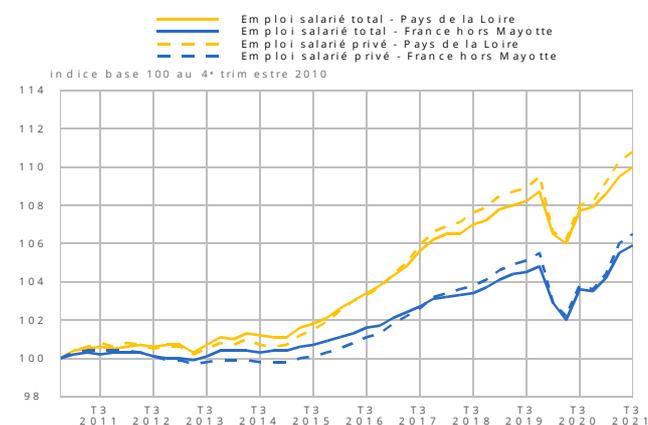
L'emploi augmente dans tous les départements. Les hausses les plus élevées concernent le Maine-et-Loire et la Vendée (+ 0,6 %). Viennent ensuite la Loire-Atlantique (+ 0,4 %), la Mayenne et la Sarthe (+ 0,3 %). La région bénéficie davantage de la croissance de l'emploi privé (+ 0,5 %) que de l'emploi public (+ 0,1 %). L'emploi privé dépasse ainsi de 1,8 % son niveau d'avant-crise (contre + 1,3 % en France). Sur la même période, l'emploi public augmente de 1,3 % dans la région comme en France.

Le tertiaire marchand et l'intérim à nouveau en hausse

Dans le secteur tertiaire marchand hors intérim, l'emploi salarié poursuit sa hausse (+ 0,8 %, + 4 780 emplois) après une augmentation de 1,4 % au trimestre précédent. En France, la hausse est équivalente (+ 0,8 %). Le secteur des autres activités de services connaît la plus forte croissance (+ 2,0 %, + 1 390 emplois). Viennent ensuite les secteurs de l'information-communication (+ 1,5 %, + 570 emplois) et des activités scientifiques et techniques (+ 1,1 %, + 1 470 emplois). L'emploi augmente également dans les

secteurs de l'hébergement-restauration, des activités financières et d'assurance et des activités immobilières (de + 0,6 % à + 0,8 %). Le secteur du commerce-réparation d'automobiles connaît une hausse plus mesurée (+ 0,4 %, + 753 emplois). En revanche, l'emploi salarié baisse dans le secteur du transport-entrepôt (- 0,2 %). La hausse est plus importante en Maine-et-Loire (+ 1,1 %) que dans les autres départements (de + 0,6 % à + 0,8 %).

► 1. Évolution de l'emploi salarié

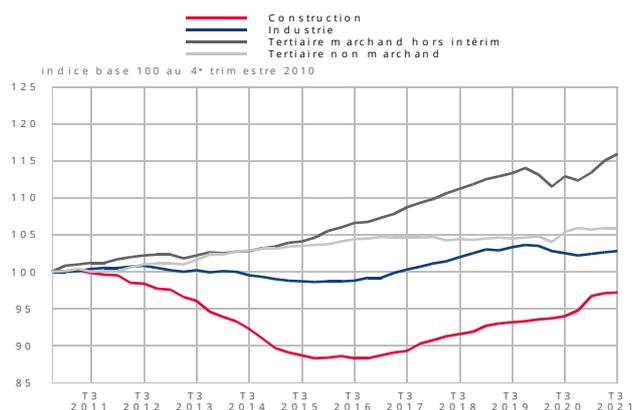


Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Champ : emploi salarié total.

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee.

► 2. Évolution de l'emploi salarié par secteur dans les Pays de la Loire

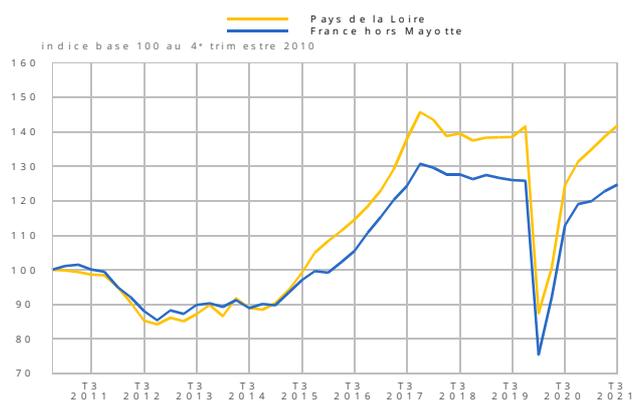


Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Insee.

Au total, l'emploi dans le tertiaire marchand hors intérim dépasse de 2,4 % son niveau d'avant-crise et de 1,7 % en France.

► 3. Évolution de l'emploi intérimaire



Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

Le nombre d'intérimaires, comptabilisés dans le secteur tertiaire quel que soit le secteur dans lequel ils effectuent leur mission continue de progresser (+ 2,3 % après + 2,8 % au trimestre précédent). En France, la hausse est moindre (+ 1,6 %). La hausse la plus importante concerne la Vendée (+ 3,9 %), suivie de la Mayenne (+ 2,6 %), du Maine-et-Loire (+ 2,4 %) et de la Loire-Atlantique (+ 2,0 %). Elle est plus timide dans la Sarthe (+ 0,6 %). L'emploi intérimaire des Pays de la Loire dépasse ainsi de 2,4 % son niveau d'avant-crise alors qu'il reste inférieur en France (- 1,1 %).

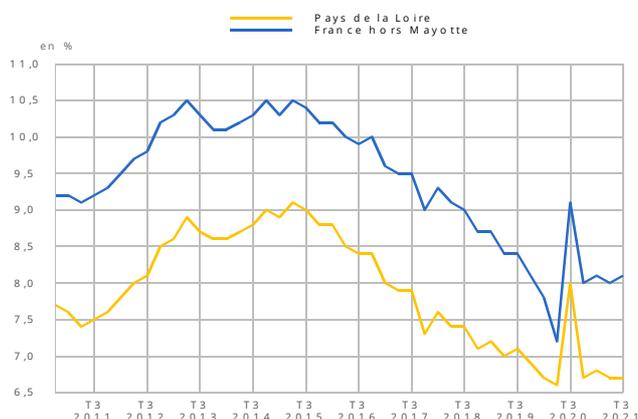
Avertissement : L'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations sont réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. Ces modifications sont susceptibles de générer des révisions accrues sur les données. Par ailleurs, depuis le premier trimestre 2017, les données sont établies en coproduction avec l'Acooss (champ hors intérim) et la Dares (sur l'intérim).

L'industrie et la construction en légère hausse.

L'emploi industriel progresse légèrement au 3^e trimestre dans la région (+ 0,2 %, comme au trimestre précédent). En France, il est quasiment stable (+ 0,1 %). Il augmente dans la Sarthe (+ 0,3 %), en Loire-Atlantique (+ 0,2 %) et en Vendée (+ 0,2 %). Il est quasi stable en Maine-et-Loire (+ 0,1 %) et en Mayenne (- 0,1 %). L'emploi progresse dans les secteurs de la fabrication de denrées alimentaires (+ 0,7 %) et de fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques (+ 0,2 %). Il est stable ou quasi stable dans les secteurs de cokéfaction et raffinage et de fabrication de produits industriels. En revanche, il baisse dans le secteur de fabrication de matériels de transport (- 0,2 %). L'emploi industriel dans la région reste inférieur de 0,5 % à son niveau d'avant-crise, contre - 1,3 % en France.

Dans la construction, l'emploi semble marquer le pas (+ 0,1 % après + 0,5 % au 2^e trimestre et + 2,0 % au 1^{er} trimestre), notamment en raison du manque de personnel et des difficultés d'approvisionnement. En France, il recule de 0,2 %. L'emploi progresse en Maine-et-Loire (+ 0,2 %). Il est stable ou quasi stable dans les autres départements. L'emploi dans la construction dépasse cependant amplement son niveau d'avant-crise (+ 4,3 %). En France, la hausse est un peu plus dynamique (+ 5,1 %).

► 4. Taux de chômage



Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

Le taux de chômage est stable au 3^e trimestre

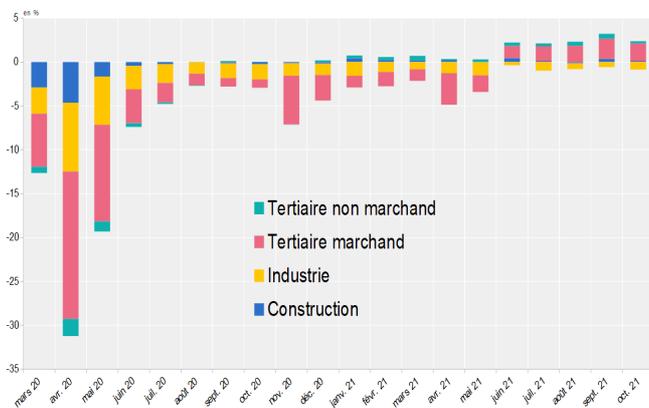
Au 3^e trimestre 2021, le taux de chômage est stable dans les Pays de la Loire, à 6,7 % de la population active. En France, il augmente de 0,1 point pour s'établir à 8,1 %. Dans la région, le taux de chômage se situe 0,4 point au-dessous de son niveau du 3^e trimestre 2019, comme au niveau national. Les Pays de la Loire font partie des deux régions ayant le plus faible taux de chômage, devancés par la Bretagne. Le taux de chômage augmente dans la Sarthe (+ 0,2 points), en Maine-et-Loire (+ 0,1 point) et en Mayenne (+ 0,1 point). Il est stable en Loire-Atlantique et en Vendée. Le taux de chômage est en dessous de son niveau d'avant-crise dans la plupart des zones d'emploi. Il est stable dans celle Segré-en-Anjou Bleu et légèrement supérieur dans celle de Mayenne (+ 0,1 point). La zone d'emploi des Herbiers-Montaigu affiche le plus faible taux de chômage des zones d'emploi françaises (4,0 %). Après avoir bondi de 32,1 % entre mars et avril 2020, le nombre de demandeurs d'emplois de catégorie A baisse tendanciellement. Il recule nettement au 3^e trimestre 2021 (- 7,1 %, après - 2,1 % en moyenne au 2^e trimestre). Le nombre de demandeurs d'emplois de catégorie A se situe à 3,5 % au-dessous de son niveau du 3^e trimestre 2019. On dénombre ainsi 155 610 demandeurs d'emplois de catégorie A en septembre dans la région.

Avertissement sur le marché du travail : La situation des personnes sur le marché du travail a été fortement affectée depuis le début de la crise sanitaire (en particulier par le recours au chômage partiel et les situations d'arrêt maladie, comptabilisés dans l'emploi). Pour être considéré comme chômeur, il faut être sans emploi, disponible pour travailler et avoir fait des démarches actives de recherche d'emploi. L'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) peut entraîner des révisions accrues sur les données, durant la phase de montée en charge du dispositif.

L'activité économique reste supérieure à son niveau d'avant-crise depuis juin

Depuis la fin des restrictions sanitaires en juin 2021, l'activité est supérieure à son niveau d'avant-crise. Mesurée par le nombre d'heures de travail payées par les employeurs (donc hors chômage partiel), l'activité dans la région serait supérieure de 2 % à son niveau de 2019 en octobre, après + 3 % en septembre et + 2 % en août. En France, l'activité se stabilise en octobre après avoir dépassé pour la première fois son niveau de 2019 en septembre (+ 1 %). La situation est contrastée selon les départements : l'activité aurait progressé en octobre en Maine-et-Loire (+ 3 %), en Vendée (+ 2 %) et en Loire-Atlantique (+ 1 %). En revanche, elle serait stable en Mayenne et dans la Sarthe. L'ensemble du tertiaire marchand, en hausse de 4 % en septembre et en octobre, reste le principal contributeur à la reprise d'activité. Suite à la réouverture progressive des restaurants en juin, l'hébergement-restauration retrouve son niveau de 2019 durant l'été et le dépasse de 2 % en octobre. L'activité est stable dans les secteurs du tertiaire non marchand et de la construction. En revanche, elle reste inférieure de 1 % à son niveau de 2019 en septembre et en octobre dans l'industrie. La fabrication de matériels de transport, à - 7 % en septembre, baisse à nouveau en octobre (- 9 %), en lien avec les difficultés d'approvisionnement.

► 5. Contribution à l'activité, par secteur



Note : contributions sectorielles à l'évolution des volumes d'heures rémunérées par rapport au même mois de l'année 2019.

Source : Calculs Insee à partir de sources diverses.

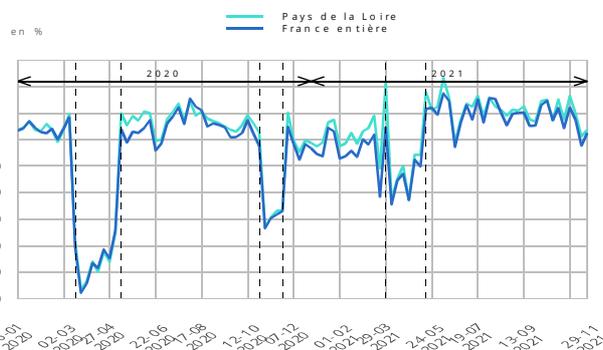
La consommation électrique est le reflet de l'activité des entreprises pendant la période de confinement et dans les mois qui suivent la reprise. Inférieure à son niveau normal en juin et en juillet, elle se redresse depuis mi-août. Ainsi en septembre, elle est supérieure de 1 % à son niveau moyen pour les compteurs « forte puissance » et de 3 % pour les compteurs « faible puissance ».

Les transactions bancaires se maintiennent à un niveau élevé

Après un net rebond au sortir du 3^e confinement, les transactions bancaires restent nettement supérieures à leur niveau de 2019 tout au long de l'été malgré l'instauration du passe sanitaire : + 11 % en moyenne au 3^e trimestre, contre + 10 % en France.

Elles se maintiennent à un niveau plus élevé que celui de 2019 en octobre (+ 13 %) et en novembre (+ 9 %), en partie du fait de l'augmentation du taux de recours à ce moyen de paiement depuis le début de la crise sanitaire. Les transactions ralentissent lors des deux dernières semaines du 22 novembre au 5 décembre. Elles restent cependant supérieures de 2 % à leur niveau de 2019 et reviennent à leur niveau d'avant-crise en France.

► 6. Évolution des transactions par carte bancaire



Note : les traits pointillés permettent d'identifier les périodes pendant lesquelles les commerces « non-essentiels » étaient fermés sur l'ensemble du territoire métropolitain. Les données utilisées proviennent de Cartes Bancaires CB et couvrent l'essentiel des transactions par carte bancaire, à l'exception des transactions CB en vente à distance (internet). Elles sont issues d'une extraction de transactions anonymisées et agrégées à l'échelle départementale afin de respecter les exigences de confidentialité.

Source : Calculs Insee à partir de sources diverses.

Légère progression des logements commencés

Fin septembre 2021, 28 300 logements sont commencés (mis en chantier) en cumul sur un an dans les Pays de la Loire. Au 3^e trimestre, la construction de logements ralentit, en progression de 1,5 % par rapport au 2^e trimestre 2021, tandis qu'elle est quasiment stable au plan national (+ 0,1 %). Les logements commencés s'accroissent pour les logements individuels comme pour le parc collectif (respectivement + 2,2 % et + 0,8 %). Les mises en chantier augmentent en Vendée et dans la Sarthe (respectivement + 3,8 % et + 4,2 %). Elles progressent faiblement en Loire-Atlantique et en Maine-et-Loire tandis qu'elles diminuent en Mayenne (- 2,0 %). Par rapport au 3^e trimestre 2019, les mises en chantier augmentent dans la région (+ 16,5 %) tandis qu'elles se replient en France (- 1,2 %).

► 7. Évolution du nombre de logements commencés



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois. La ligne verticale noire représente la fin du trimestre d'intérêt.

Source : SDES, Sit@del2.

Une fréquentation hôtelière proche de son niveau d'avant-crise

Au 3^e trimestre 2021, dans les Pays de la Loire, les hôtels enregistrent 2,4 millions de nuitées, soit une fréquentation légèrement inférieure à son niveau de l'été 2019 (- 1,0 %). Cette baisse, la plus faible des régions métropolitaines, est nettement moins importante qu'au niveau national (- 18,0 %). Il existe cependant des disparités selon les départements. Si la fréquentation dans les hôtels vendéens dépasse nettement son niveau d'avant-crise (+ 7,6 % par rapport au 3^e trimestre 2019), la saison estivale est moins favorable qu'en 2019 aux hôtels de la Loire-Atlantique (- 4,8 %) et de la Sarthe (- 8,8 %).

► 8. Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Notes : données trimestrielles brutes. Chaque point représente le cumul des 4 derniers trimestres en base 100 au 4^e trimestre 2011.

Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme.

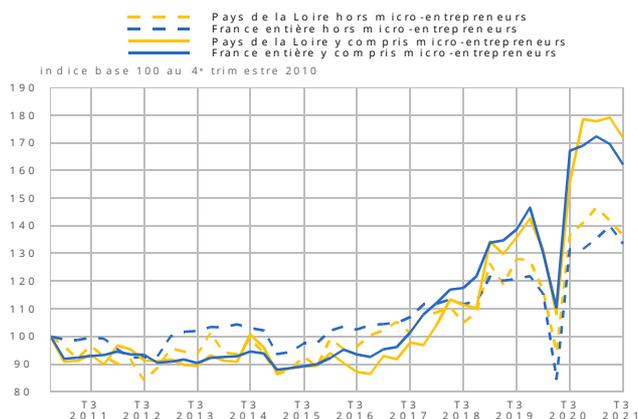
Les créations d'entreprises diminuent, les défaillances repartent à la baisse

Dans les Pays de la Loire, les créations d'entreprises diminuent au 3^e trimestre 2021 (- 4,1 %, soit 10 480 entreprises créées dans la région), après un trimestre en légère hausse. Les immatriculations de micro-entrepreneurs reculent (- 4,3 %, après + 3,2 % au trimestre précédent), tout comme les créations d'entreprises individuelles et de sociétés (- 3,7 %). Dans le même temps, les créations d'entreprises diminuent au même rythme au niveau national (- 4,4 %). Dans la région, les créations d'entreprises se replient à nouveau dans le commerce, les transports et l'hébergement-restauration (- 16,4 %). Elles diminuent dans une moindre mesure dans la construction (- 6,1 %) et l'industrie (- 3,4 %). En revanche, elles progressent légèrement dans les services (+ 1,9 %). Par rapport au 3^e trimestre 2019, les créations d'entreprises progressent de 26,5 % dans les Pays de la Loire, et de 17,0 % en France.

► Pour en savoir plus

- [Note de conjoncture](#), Insee Conjoncture, décembre 2021.
- Dangerfield O., [Été 2021 : la fréquentation touristique retrouve des couleurs grâce aux résidents](#), Insee Première n° 1880, novembre 2021.
- Des indicateurs conjoncturels régionaux sont disponibles dans le [Tableau de bord conjoncturel](#) des Pays de la Loire sur insee.fr.

► 9. Créations d'entreprises



Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Fin septembre 2021, 1 110 défaillances d'entreprises sont enregistrées sur les douze derniers mois dans les Pays de la Loire, après 1 200 défaillances fin juin. Les défaillances d'entreprises repartent à la baisse (- 8,1 % au 3^e trimestre, après + 3,6 % au trimestre précédent). Les défaillances reculent dans une moindre mesure en France (- 4,9 %).

Guillaume Coutard, Christelle Manceau, Yohann Rivillon (Insee)

► Contexte international – Reprise mondiale sous contraintes

Au troisième trimestre 2021, la reprise économique s'est poursuivie en Europe, sous l'effet notamment d'une demande intérieure dynamique, sauf en Espagne. Les difficultés de production et les tensions inflationnistes se font cependant sentir de plus en plus. Aux États-Unis, ces contraintes déjà vives et la diminution de l'effet des aides aux ménages ont pesé sur la consommation, provoquant un ralentissement de l'activité. En Chine, des pénuries d'électricité ainsi que l'apparition de foyers épidémiques ont conduit à des fermetures de moyens de production. Fin 2021, la persistance des contraintes d'approvisionnement, auxquelles s'ajoute l'incertitude sanitaire, continuerait d'affecter la croissance mondiale.

► Contexte national – En France, l'activité a retrouvé son niveau d'avant-crise au troisième trimestre 2021

L'activité a fortement progressé au troisième trimestre (+ 3,0 %), tirée par la réouverture des secteurs auparavant affectés par les restrictions sanitaires (hébergement-restauration, services de transport, services aux ménages...). La consommation des ménages a rebondi (+ 4,9 %) et les échanges extérieurs ont joué positivement sur la croissance, dans un contexte de reprise graduelle du tourisme international. Dans le même temps, les prix de l'énergie continuent de tirer l'inflation à la hausse et les entreprises sont de plus en plus nombreuses à se déclarer contraintes par des difficultés d'approvisionnement. Malgré ce contexte et l'incertitude sanitaire, la reprise se poursuivrait au quatrième trimestre, conduisant à une croissance du PIB de 6,7 % en 2021, après sa chute de 8,0 % en 2020.

